

N°32 – 06 FEVRIER 2023



DÉBAT
PUBLIC

CAHIER D'ACTEUR

NOUVEAUX RÉACTEURS 27.10.2022
NUCLÉAIRES ET PROJET PENLY 27.02.2023

GREENPEACE

Greenpeace est une organisation internationale qui agit selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement et la biodiversité et promouvoir la paix. Elle est indépendante de tout pouvoir économique et politique et s'appuie sur un mouvement citoyen engagé pour construire un monde durable et équitable.

Contact : Greenpeace

13 rue d'Enghien, 75010 Paris
T +33 1 80 96 96 96
<https://www.greenpeace.fr/>:

Le point de vue de Greenpeace sur le projet « Nouveaux réacteurs et projet Penly »

Le nucléaire, hors temps face à l'urgence climatique

Le premier objectif, c'est 2030. Bien avant celui de la neutralité carbone en 2050 sur lequel se basent EDF et le gouvernement. Dans son sixième rapport, les scientifiques du GIEC, le Groupement d'Experts Internationaux de l'Environnement et du Climat, nous enjoignent de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. C'est bien la limitation de leur accumulation dans l'atmosphère qui est cruciale. Seules les énergies décarbonées ayant un impact direct sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les prochaines années peuvent être considérées comme une réponse réaliste à l'appel des scientifiques. Après avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires, un projet éolien ou photovoltaïque peut voir le jour en un à deux ans, alors que, de l'avis même du gouvernement, de nouveaux réacteurs ne verraient pas le jour avant 2037. Ce délai, qui semble déjà peu crédible au vu des difficultés de la filière, rend ces réacteurs totalement hors sujet face à l'urgence climatique.

LA commission nationale du débat public CNBP

Débat public nouveaux réacteurs nucléaires et projet Penly
244 Boulevard Saint-Germain – 75007 Paris
nouveaux-reacteurs-nucleaires@debatpublic.fr
www.debatpublic.fr/nouveaux-reacteurs-nucleaires-et-projet-penly



Le fiasco de l'EPR

L'EPR2 se base sur le modèle de l'EPR dont le développement est un fiasco en France et à l'international. Dans les années 2000, Anne Lauvergeon mettait en avant un effet de série en prévoyant de vendre des EPR comme des petits pains : pas moins de 34 étaient fixés en objectifs avant 2020 dans le monde entier, pour au final, 6 en construction, pour la plupart non démarrés. Qui peut croire encore en ces promesses de série ? Dans son rapport sur la filière EPR, la cour des comptes dénombre 4500 anomalies de construction de l'EPR de Flamanville ayant entraîné un retard de chantier d'au moins 11 ans et une multiplication des coûts par six (au minimum). Elle met en avant le temps long de préparation nécessaire à la construction de telles infrastructures, ce qui est antinomique avec une supposée possibilité d'"accélération".

L'illusion du "en même temps"

L'investissement de la France dans le "tout nucléaire" et l'entretien du dogme qui l'entoure ont empêché le développement des filières d'énergies renouvelables. Depuis 2020, la France est le seul pays européen à ne pas avoir respecté ses objectifs de développement d'infrastructures d'énergies renouvelables. Le "en même temps" du développement des énergies renouvelables et de nouvelles centrales nucléaires est impossible. Les ressources qui seraient dirigées vers les EPR2 ne seraient pas disponibles pour le développement de solutions impactantes et adaptées à la réalité de la crise actuelle. La relance d'une filière nucléaire se ferait au détriment de l'essor nécessaire de celle des renouvelables, dont la nécessité de développement rapide ne porte plus à questionnement. Des mix

électriques avec 100% d'énergies renouvelables sont modélisés par RTE, l'ADEME et Négawatt. Cette relance reste par ailleurs complètement hypothétique étant donné que les plans détaillés de l'EPR2 n'existent pas encore, tout comme les autorisations de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, et que la capacité industrielle n'est pas au rendez-vous. En octobre 2021, il manquait 19 millions d'heures d'ingénierie pour passer du stade de "basic design" à "detailed design" de l'EPR2.

Le nucléaire retarde l'action climatique

L'année dernière, la France a atteint le jour du dépassement le 5 mai 2022 (jour où notre pays a consommé toutes les ressources naturelles que l'écosystème de la Terre peut renouveler en un an). Alors que la surexploitation des ressources naturelles et la surconsommation provoquent l'effondrement de la biodiversité nécessaire à notre vie sur Terre, l'illusion entretenue par l'abondance d'énergie que permettrait le nucléaire laisse penser que nous pourrions continuer dans des modes de vie pourtant insoutenables pour la planète. Dire que le nucléaire peut sauver le climat est un moyen d'éviter de se poser les questions sur les causes de la crise climatique. Cette focalisation sur le nucléaire - qui ne représente que 17% de la consommation d'énergie finale en France - bloque la réflexion globale nécessaire pour la mise en œuvre d'actions impactantes prenant en compte les neuf limites planétaires définies par les scientifiques. L'urgence est de réorganiser nos sociétés afin de sortir des énergies fossiles. La sobriété, la réduction de la consommation d'énergie et d'électricité, l'efficacité énergétique, et le développement rapide et massif des énergies renouvelables sont notre avenir, dans un objectif de justice sociale.

Inadaptation des centrales nucléaires au dérèglement climatique

L'étude de la vulnérabilité et de la capacité de résilience aux impacts du dérèglement climatique de tout nouveau projet ou infrastructure devrait aujourd'hui être un prérequis. EDF n'a pour l'instant communiqué aucune étude sérieuse sur cette question fondamentale pour son projet EPR2. L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques extrêmes telles que les sécheresses et canicules impactent déjà l'approvisionnement en eau froide nécessaire pour refroidir en permanence les réacteurs nucléaires. L'augmentation du niveau des mers, des inondations, des incendies, des tensions autour des ressources naturelles et conflits... tous ces impacts du dérèglement climatique doivent être mis en perspective pour le prochain siècle et être pris en compte dans la décision de la pertinence ou non de la construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Nous réfutons le sophisme selon lequel la seule caractéristique bas carbone de l'énergie nucléaire lui conférerait le pouvoir d'être une solution adaptée face au dérèglement climatique.

Le nucléaire ne permet pas notre indépendance énergétique

La France ne produit pas d'uranium, ce qui la positionne en état de dépendance énergétique par rapport à ses pays fournisseurs. En 2022, malgré la guerre en Ukraine, un tiers de la quantité d'uranium enrichi nécessaire pour faire fonctionner les centrales nucléaires françaises pendant un an a été importée de Russie, pour un montant de 235

millions d'euros versés à Rosatom. Cette entreprise, géante de l'industrie nucléaire russe au service de Vladimir Poutine, est bien celle qui occupe actuellement la centrale nucléaire de Zaporizhia et torture le personnel ukrainien. Plus largement, la filière industrielle nucléaire française est liée sur l'ensemble de sa chaîne, de l'extraction d'uranium, à la construction de centrales nucléaires ou le retraitement des déchets radioactifs, à d'autres pays comme les États-Unis, la Chine, le Niger, le Kazakhstan et la Russie.

Les déchets nucléaires, un fardeau pour les générations futures

En 50 ans de production d'électricité, l'énergie nucléaire a généré des dizaines de milliers de tonnes de déchets qui s'accumulent sur notre territoire, dont la dangerosité pour l'environnement et la population ne disparaît qu'avec le temps, un temps inimaginable à l'échelle humaine, allant jusqu'à des centaines de milliers d'années. Nous avons déjà condamné les générations futures à vivre avec des poubelles radioactives. Construire de nouveaux réacteurs nucléaires reviendrait à acter la production de déchets radioactifs supplémentaires alors que leur gestion n'est toujours pas résolue. L'ère de la production de déchets radioactifs doit laisser la place à celle du zéro déchet.

Le coût humain du nucléaire

La maintenance des centrales nucléaires expose les travailleurs et travailleuses de ce secteur à des rayonnements ionisants, cancérigènes, mutagènes, et toxiques pour la reproduction. Les opérations les plus exposées au risque radio-induit sont sous-traitées par EDF à des entreprises employant des travailleurs précaires. 33 000 salariés sous-traitants supportent plus de 80 % de la dose collective reçue chaque année dans le parc nucléaire. Les plus exposés sont les ouvriers et les techniciens des usines de fabrication du combustible et de retraitement des déchets nucléaires, ceux de la maintenance des centrales EDF ou encore ceux chargés du démantèlement, du transport et de la gestion des déchets. Les maladies professionnelles résultant de risques radio-induits ne sont presque jamais reconnues et sont le fardeau des familles. L'invisibilisation de l'exposition à la radioactivité et de ses risques inhérents pour la santé ne concerne pas seulement les salariés employés par des sous-traitants. La même dynamique d'invisibilisation est à l'œuvre pour les victimes des accidents nucléaires.

Conclusion

Envisager la construction de six réacteurs nucléaires basés sur le fiasco de l'EPR relève d'une utopie destructrice. La construction de réacteurs nucléaires est hors délai face à l'urgence climatique. D'autres alternatives sont possibles et vitales pour la protection et la régénération de nos terres, de nos collectivités, en

créant des territoires misant sur l'économie circulaire, la création de liens et le partage. Des alternatives qui n'exposent pas les corps des travailleurs aux radiations, ne créent pas de déchets dangereux, ne font pas peser un risque d'accident nucléaire sur la population. Des alternatives qui ne nécessitent pas un refroidissement constant dans un monde où l'eau est le nouvel or blanc, où les conflits autour des ressources naturelles augmentent. Il est urgent de flécher les milliards que coûteraient ces réacteurs, ainsi que nos ressources humaines et matérielles sur le développement de mesures adaptées aux crises climatiques, environnementales et sociales actuelles : plans de sobriété et d'efficacité énergétique, changement de nos modes de vie pour sortir des énergies fossiles, et supprimer les verrous du développement des installations d'énergies renouvelables qui sont en expansion dans le reste du monde. Se tourner vers les énergies d'avenir, s'ancrer dans la réalité, c'est ce défi que nous devons relever, en plus de prendre en charge le fardeau que 50 ans de production d'électricité nucléaire ont généré : des dizaines de milliers de tonnes de déchets nucléaires dont certaines radioactives pour des millénaires, et bientôt plus d'une soixantaine de réacteurs nucléaires à démanteler.

